

Retour de déplacement
Casablanca, Rabat – Maroc
28/02/2022 – 07/03/2022

Ce rapport revient sur une semaine de déplacement au Maroc entre Rabat et Casablanca. Le choix d'un déplacement sur deux villes a permis de rencontrer à la fois des acteurs institutionnels et des acteurs économiques. Ce document permet donc de présenter les structures rencontrées ainsi que de revenir sur les constats établis sur place.

RENDEZ-VOUS ORGANISES ET PRESENTATIONS DES ORGANISATIONS

EdTech locale – **Talented Academy** – *Technopark Casablanca* :

Ilhem **Kerdoudi** : créatrice de la Startup Talented Academy et ancienne directrice de Moroccan Numeric Cluster

Ilhem travaille sur ce projet depuis deux ans avec un objectif : créer une Edtech qui convienne particulièrement au marché maghrébin et africain et qui puisse également avoir un impact social. Son entreprise DigitEd est en cours de lancement de Talented Academy, une plateforme sous forme de marketplace de la EdTech. Elle offre notamment du tutorat en ligne dont les activités ciblent les adolescents (fin collège et lycée). Elle aspire également à intégrer l'aspect formation professionnelle à sa plateforme ainsi que l'orientation, principalement concernant les études en France.

La rencontre avec Ilhem s'est déroulée au Technopark de Casablanca, le plus important du Royaume. Cet espace regroupe plusieurs acteurs de la tech marocaine, ainsi que des associations et des structures d'accompagnement. Ilhem a indiqué être particulièrement heureuse de travailler au sein du Technopark car il y existe un échange de talents et de compétences qui lui permettent de développer plus rapidement son activité.

Concernant Ilhem, c'est une actrice possédant une vision large des enjeux de l'écosystème tech marocain étant elle-même l'ex-présidente du Moroccan Numeric Cluster : une association issue d'un partenariat public-privé cherchant à promouvoir l'innovation digitale marocaine. Ilhem a également dirigé pendant plusieurs années *Education For Employment* au Maroc, elle possède donc une grande connaissance des enjeux liés à l'insertion professionnelle des jeunes dans la région.

Enfin, elle est fortement intéressée par des collaborations avec l'écosystème français, elle envisage notamment de représenter des entreprises françaises au Maroc et en Algérie.

Sites web :

[DigitEd](#)

[Talented Academy](#)

EdTech Locale – Ideo Factory - Casablanca :

Oussama Esmili, CEO et fondateur de Ideo Factory

Ideo Factory a été fondée en 2006 et est aujourd'hui le leader du Maghreb en matière de digitalisation des parcours de formation pour des entreprises, des grands comptes ainsi que des acteurs publics. Les actions de la société s'étendent de l'Afrique du Nord au Sénégal et à la Côte d'Ivoire. Ideo Factory possède une équipe de plus de quarante personnes et fait de sa valeur ajoutée son service après-vente de qualité. En effet, dans les locaux, une dizaine de personnes répondent en permanence aux sollicitations de leurs clients et suivent les parcours de formation des apprenants. D'autre part, l'entreprise a construit un plateau de télévision et un studio d'enregistrement permettant la création de contenus de qualité.

Enfin, Oussama travaille principalement avec des partenaires en Europe, l'entreprise est par exemple le distributeur principal de Cegos. Il admet ne pas participer à l'animation de l'écosystème Edtech local et ne pas collaborer avec des acteurs marocains de ce domaine.

[Site Web](#)

Acteur public local – Agence de développement du Digital (ADD) – Rabat :

L'ADD est un « établissement public stratégique doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière ». Cette agence placée sous tutelle du Ministère Délégué auprès du Chef du Gouvernement Chargé de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration. Elle est chargée depuis 2017 de mettre en œuvre la stratégie de l'Etat autour du développement du numérique, la promotion de la diffusion des outils numériques et le développement des usages du numérique auprès des citoyens. Elle agit donc de manière transversale en appuyant les activités de divers ministères simultanément.

- Structuration de l'écosystème digital :

Dans le cadre de cette mission, l'ADD a mis en place la plateforme startuphub.ma afin d'accompagner les startups marocaines en leur proposant de s'inscrire pour l'obtention de la labélisation « Jeune entreprise innovante » puis d'être répertoriées. C'est un espace qui permet également de mettre en relation les startups avec les acteurs de l'investissement.

D'autre part, l'ADD est également à l'origine d'une autre plateforme : [startubhubmaroc.ma](http://startuphubmaroc.ma). Cette dernière permet de rassembler toutes les informations sur l'écosystème marocains. Elle comprend notamment un annuaire des startups en activité, une cartographie des initiatives et programmes d'accompagnement en place au Maroc et un observatoire de l'écosystème afin de bien comprendre les dynamiques à l'œuvre dans le Royaume.

Selon les dires des personnes en charge de son développement, cette plateforme est basée sur un benchmark de sites similaires en Afrique et en Europe mais également sur les besoins des jeunes acteurs marocains de la tech. Plutôt récente, elle a vocation à se développer davantage et à être la plateforme incontournable des startups tech marocaines.

- Promotion de l'administration digitale et mise en place d'un cadre normatif pour les produits et services numériques

L'ADD travaille avec plusieurs ministères sur des projets e-gov. Cet aspect n'a pas été évoqué en détails par les personnes présentes lors du rendez-vous. L'intérêt de cette partie de l'activité de l'Agence est qu'elle rassemble différents types d'acteurs publics marocains et montre le caractère transversal de ses missions.

- **Sensibilisation et formation de la jeunesse**

L'ADD a la charge du travail de sensibilisation de la population sur la culture digitale. C'est pourquoi elle a lancé la plateforme [e-himaya](#) qui agit dans le sens de cette sensibilisation tout en faisant la promotion d'un usage adapté des outils du numérique auprès des enfants, parents, enseignants et jeunes.

De plus, l'ADD a indiqué participer à un programme de formation aux métiers du numérique et notamment au *coding* dans les classes de 6^e et 5^e années, projet ayant vocation à être disséminé sur l'ensemble du territoire.

- **Digital Academy : ADD & Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC)**

Un partenariat a été signé en octobre 2020 entre les deux agences dans le but de « développer et promouvoir la digitalisation des services publics, la formation-insertion dans le domaine du digital via des plateformes digitales ainsi que l'incitation à l'innovation dans le domaine de la promotion de l'emploi »¹.

Dans le cadre de ce partenariat, Digital Academy sera une plateforme nationale de *e-learning* visant à accompagner la jeunesse marocaine dans sa formation et son insertion professionnelle. Les contenus permettront notamment à renforcer les *soft skills* des jeunes et à renforcer l'adéquation des profils avec les besoins du marché du travail marocain. La particularité de cette initiative est qu'elle sera diffusée en darija marocaine afin d'assurer une pleine compréhension des contenus par le public cible.

La plateforme Digital Academy sera accompagnée de Digital Academy Jobs : des centres physiques dans plusieurs villes marocaines spécialisés dans la reconversion professionnelle, principalement dans les métiers du numérique.

Quelle impression faite par l'ADD ?

Plusieurs personnes ont rejoint le rendez-vous dont Selma Karim (Cheffe du Département capital humain et innovation), Aimane El Maaroufi (Chef du service labélisation et promotion), Othmane Bouzekri (Chef du service de soutien aux accélérateurs et incubateurs), Raja Adnane (Cheffe du service Digital Lab) et Youssouf Rhallabi (Chef de service Développement, coopération et juridique). Une longue présentation des missions et du cahier des charges de l'ADD a été faite à tour de rôle par toutes les personnes autour de la table. Un effort indéniable en matière de communication est à souligné de la part de l'Agence.

Néanmoins, la qualité des supports présentés et la maîtrise du discours pourraient cacher des failles. En effet, le cahier des charges de l'ADD est extrêmement important : comme mentionné plus haut, les activités de l'Agence viennent soutenir la transition numérique accolée à plusieurs ministères. Santé, éducation, gouvernance... tous les secteurs publics semblent être concernés par cette organisation. Comme l'a souligné Mael Mbaye (Directeur Afrique du Nord de Bpi France) quelques jours plus tard, il est difficile d'envisager que l'Agence puisse pleinement remplir son cahier des charges. Selon lui, il existe un écart entre le discours poli de l'Agence et les réalisations concrètes de celle-ci.

En termes de moyens humains, l'Agence emploie quatre-vingts personnes dans des locaux flambants neufs de la banlieue huppée de Rabat. Pourtant, à la fin du rendez-vous, il a été demandé si FENI était en mesure d'apporter des financements pour soutenir les activités de l'Agence. Ainsi, cela semble confirmer le fait qu'il faut apprécier le rôle de l'ADD avec un regard critique et ne pas s'arrêter à la qualité de la communication de ses employés – un constat qui peut être valable pour d'autres acteurs marocains.

¹ Communiqué de Presse « L'agence de développement du digital et l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences signent une convention de partenariat », octobre 2022.

Acteurs français à l'étranger :

Mael Mbaye, Directeur Bpifrance Afrique du Nord et **Nora Aïdouni**, Chargée de développement Export – Bpifrance, Casablanca : Bpifrance vient d'ouvrir son bureau à Casablanca afin de couvrir le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Lybie et la Mauritanie. L'antenne marocaine permet entre autres de connecter des entrepreneurs nord-africains avec des entrepreneurs français. Elle apporte également son expertise pour des grands comptes sur sa zone.

En outre, l'intérêt de Bpifrance réside dans sa connexion avec l'écosystème français nord-africain, de surcroît dans l'industrie tech ainsi que sa connaissance des réseaux d'entrepreneurs locaux. Le bureau de Casablanca prévoit même de lancer un projet de financement des incubateurs marocains.

Grâce à Bpifrance, une mise en relation a été réalisée avec la French Tech Maroc et les responsables du secteur EdTech.

Houssine Oussahi, Chargé de Filière Tech&Services, *Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc*, Casablanca : l'échange a majoritairement tourné autour de l'intérêt de monter une mission sur l'éducation numérique. Plusieurs rencontres à distance avant celle-ci ont montré que Houssine ne faisait pas de la EdTech sa priorité, un élément auquel il réfléchit à présent davantage. La discussion a également permis de mettre en avant la difficulté de trouver des informations en ligne sur le numérique dans l'éducation et la formation au Maroc.

Carole Soulagnes, Directrice du Groupe Scolaires Jacques Chirac, Rabat : le groupe scolaire Jacques-Chirac est un établissement homologué AEFÉ ayant ouvert ses portes en 2018. Le fait qu'il soit aussi récent est particulièrement intéressant puisqu'il a été pensé à l'aune de la nécessité d'utiliser le numérique dans les classes. De fait, l'entretien avec la directrice a permis de mesurer l'importance de la formation et de l'acculturation des enseignants aux nouvelles technologies, les dangers de l'utilisation de ces dernières et la nécessité de sensibiliser élèves et parents à leurs usages. En outre, une réflexion plus large a été ouverte sur le système éducatif marocain, le rapport des parents à l'éducation de leurs enfants et les enjeux de l'enseignement au Maroc.

Sonia Jedidi, Attachée de Coopération Universitaire, Rabat : l'échange a surtout tourné autour de l'importance de la coopération universitaire entre la France et le Maroc, alors que plus de 40 000 étudiants marocains effectuent leurs cursus en France. Elle a également évoqué à plusieurs reprises les modalités de travail avec les acteurs marocains du monde universitaire.

Mathias Henry, Responsable Maroc chez Novatice Solutions, Casablanca : Mathias vient de s'installer à Casablanca pour ouvrir la filiale marocaine de Novatice, une Edtech membre des deux fédérations. Il a aussi pour objectif d'animer et de structurer la communauté Edtech locale. Il a été intéressant de recueillir ses premières impressions sur l'écosystème marocain et les pratiques business dans le segment plus scolaire du marché.

CONSTATS GENERAUX

1) La Edtech : un secteur peu développé et peu connecté au Maroc

En amont du déplacement, la EdTech marocaine semblait être un secteur largement opaque : il est difficile de savoir à distance quels sont les acteurs les plus pertinents. Les bases de données apparaissant dans les résultats de recherche ne sont souvent pas mises à jour ou semblent être alimentées de façon plutôt arbitraire. Il apparaissait donc que le secteur était simplement mal mis en avant sur les différentes plateformes - un constat partagé par Houssine Ouassahi (Chambre française de commerce et de l'industrie du Maroc).

Toutefois, à l'issue de ces rencontres sur place, plusieurs réalités sont apparues. En premier lieu, il semblerait que les EdTech locales travaillent peu, voire jamais en collaboration, que ce soit au niveau d'une EdTech installée sur le marché (Ideo Factory) ou d'une nouvelle arrivée (DigitEd). Contrairement aux acteurs rencontrés en Tunisie, au Sénégal ou même à distance en Côte d'Ivoire, les personnes présentes dans ce domaine à Casablanca recommandent difficilement d'autres EdTech. Elles affirment également ne pas travailler avec d'autres acteurs et préfèrent se tourner, comme c'est le cas pour Ideo Factory, vers des acteurs européens ou non-marocains. Souvent, leurs explications derrière ces dynamiques résident dans une compétition avec l'ensemble de l'écosystème ou dans un manque de confiance entre marocains.

D'autre part, si l'on compare la situation de la Edtech au Maroc avec celle que l'on retrouve en Tunisie deux éléments majeurs diffèrent :

- Contrairement à la Tunisie, les acteurs de la EdTech sont dispersés sur l'ensemble du territoire marocain. Il est possible de retrouver des entreprises hébergées au technopark de Casablanca comme à Agadir.
- Le nombre de jeunes startups EdTech semble moins important qu'en Tunisie : les études menées en Tunisie sur les deux dernières années montrent un engouement important pour la création de projets Edtech. Au Maroc, il semblerait qu'il en soit tout autrement et la EdTech ne soit pas autant plébiscitée par les entrepreneurs.

Ainsi, il sera intéressant dans les prochains mois d'explorer davantage la plateforme *startubpubmaroc.ma* présentée par l'ADD. Il sera également plus simple, à l'aune des constats réalisés sur place, d'accéder aux réseaux d'entrepreneurs et d'en savoir davantage sur l'offre locale de EdTech.

2) Primaire / Secondaire : enseignement privé et cours particuliers

Plusieurs acteurs rencontrés ont insisté sur le fait que l'éducation publique marocaine ne satisfaisait pas un certain nombre de parents. De fait, les familles n'hésitent pas à investir dans l'éducation de leurs enfants, que ce soit en choisissant l'école privée pour les plus aisés ou en faisant appel à des professeurs particuliers.

En termes d'enseignement privé, il semblerait que les écoles homologuées AEFÉ ou partenaires de l'AEFE aient très bonne réputation auprès des familles plutôt aisées du Maroc. Plus de 80 % des élèves du groupe scolaire visité durant ce déplacement sont marocains. Cette réputation, selon la directrice vient d'une image de l'« école à la française » connotée comme rigoureuse et disciplinée, deux éléments particulièrement appréciés et encouragés par les parents. En outre, la maîtrise du français est un élément central du choix d'une école comme le Groupe Scolaire Jacques Chirac.

En ce qui concerne le tutorat ou le soutien scolaire en dehors des heures de cours, les parents allouent une partie de leur budget mensuel afin d'offrir à leurs enfants ces compléments à l'école publique (on notera que cet élément est commun au Maroc, à la Tunisie et à l'Algérie, et la tendance s'étend maintenant au Sénégal et à la Côte d'Ivoire). Ainsi, la Edtech et particulièrement en termes de soutien

scolaire pourrait s'avérer être une solution moins coûteuse pour les parents marocains – il faut tout de même prendre en compte le taux de bancarisation de la population ou garantir le paiement par d'autres solutions (liquide, mobilemoney...).

3) Quid de la Francophonie au Maroc ?

La question du français au Maroc est particulièrement intéressante. A l'instar de la Tunisie, il semblerait que la maîtrise de l'anglais gagne du terrain. En effet, les réseaux sociaux, la télévision et les plateformes de streaming permettent à la jeunesse marocaine de consommer des médias anglophones. L'anglais est ainsi de plus en plus maîtrisé par les jeunes, faisant largement concurrence avec le français.

En parallèle, une politique d'arabisation de l'éducation a été menée depuis plusieurs décennies, avec un résultat parfois mitigé. En effet, comme en Tunisie, les élèves semblent peu maîtriser l'arabe classique et le niveau de français de la jeunesse a drastiquement baissé. Cette dynamique entraîne des répercussions sur les élèves de l'enseignement supérieur et plus tard sur leur insertion professionnelle. De fait, au milieu des années 2010, la francisation de l'enseignement primaire est rediscutée pour finalement être adoptée et les matières scientifiques sont maintenant enseignées en français. La qualité de l'enseignement en français dans le public pose néanmoins souvent problème, celle-ci n'étant pas suffisamment élevée pour garantir une bonne maîtrise de la langue par les élèves en sortie de cursus.

Ces deux éléments sont également à analyser à l'aune d'un phénomène qui n'a jusque là pas été observé sur les autres pays de la zone : le français deviendrait la langue des élites marocaines, sa parfaite maîtrise étant souvent liée au suivi d'un cursus scolaire dans un établissement privé. L'anglais quant à lui est saisi par la jeunesse plus populaire, jugé plus facile à apprendre et associé à moins de rigueur. Certaines personnes rencontrées à Rabat et Casablanca, principalement des marocain.e.s parlent même de l'anglais comme « la langue de revanche des classes populaires ».

CONCLUSION GENERALE

Ce déplacement a été particulièrement utile pour comprendre pourquoi il pouvait être difficile de trouver des informations en ligne, d'entrer en contact avec l'écosystème Edtech local. Il a de surcroît permis de comprendre les dynamiques à l'œuvre entre les acteurs de la tech et notamment les luttes de pouvoir et d'opportunités.

Cette visite a aussi confirmé le fait qu'il était fondamental de se déplacer au Maroc pour aller à la rencontre de celles et ceux avec lesquels une collaboration est envisagée. Comme sur l'ensemble des pays de la zone, il est nécessaire d'appréhender les rendez-vous avec une certaine flexibilité, de prendre le temps de se connaître avant de rentrer dans le vif du sujet et d'accepter de rester plusieurs heures avec la personne que l'on rencontre. Enfin, il faut interpréter le discours des interlocuteurs afin de savoir dans quelle mesure leurs propos sont modelés en fonction de ce que l'on pourrait leur proposer en retour.

Dans les prochains mois, il sera intéressant de :

- Rencontrer les personnes dont les contacts ont été donnés par Bpifrance : French Tech Maroc, Honoris Universities, l'incubateur H7 et l'entreprise NoboxLab ;
- Rencontrer Laurence Jacquot, responsable du numérique au Service économique de l'Ambassade de France à Rabat, ainsi que l'attachée de Coopération Educative ;
- Contacter les startups répertoriées sur la plateforme lancée par l'ADD.